

ÉCONOMIE AGRICOLE

La rentabilité économique des exploitations agricoles d'Auvergne-Rhône-Alpes

Les exploitations agricoles régionales s'agrandissent et investissent régulièrement. Au fil du temps, elles accumulent d'importants capitaux alors qu'elles ne parviennent pas à générer plus de revenu. Les exploitations de la région mobilisent plus de capitaux que la moyenne nationale pour créer une richesse équivalente, ce qui pèse sur leur taux de rentabilité économique. Elles continuent malgré tout à investir en limitant leur endettement. Cet effort se fait au détriment de la rémunération des exploitants. Toutefois, selon les exploitations et les productions, la dispersion du revenu disponible par exploitant reste grande.

Plus de capitaux immobilisés, plus de surfaces mais une stagnation de l'EBE

Les exploitations agricoles moyennes et grandes d'Auvergne-Rhône-Alpes génèrent un excédent brut d'exploitation (EBE) qui oscille autour de 60 000 €, soit 42 200 € par utans en moyenne quinquennale 2014-2018. Pour la France métropolitaine, cet indicateur de la rentabilité du système de production se situe à 72 000 € par exploitation et 54 900 € par Utans.

Un niveau de charges modéré, conjugué à un montant de subventions plus élevé, permet aux exploitations de la région de compenser en partie une valeur de production plus faible qu'au plan national.

L'EBE dépend en effet de la valorisation des produits, des subventions reçues notamment des aides PAC mais aussi de la maîtrise des charges.

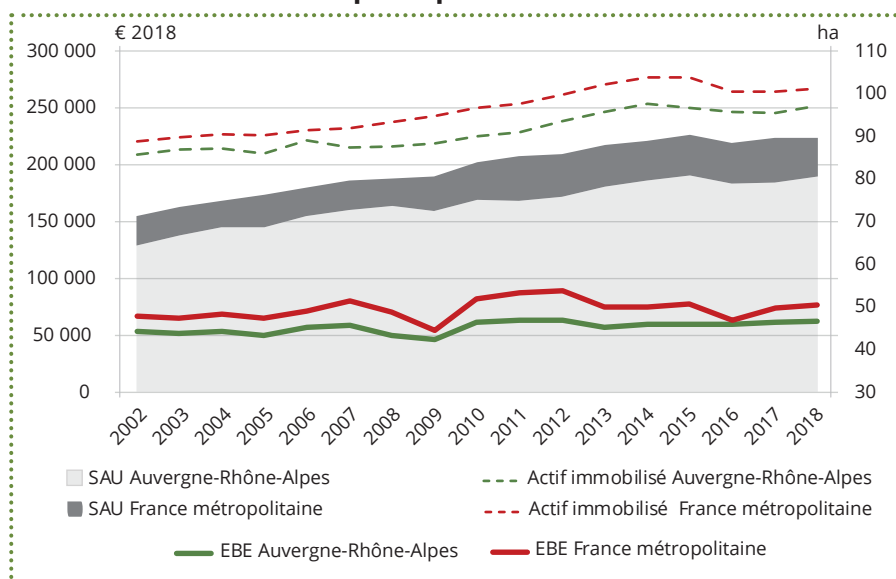
Il reste relativement stable en région

alors que dans le même temps le capital immobilisé augmente même si un tassement est observé à partir de 2015.

Se pose donc la question de la rentabilité économique des exploitations agricoles

qui s'agrandissent et qui nécessitent des moyens de production toujours plus importants pour fonctionner alors que l'EBE ne suit pas la même tendance et stagne.

Figure 1 - Évolution de l'actif immobilisé, de l'EBE et de la SAU par exploitation



Source : Agreste - RICA 2018

Une rentabilité économique plus faible que la moyenne nationale

La rentabilité économique mesure la capacité des exploitations à générer un bénéfice à partir des capitaux investis.

En moyenne (2014-2018), le capital économique des exploitations de la région s'élève à 276 000 € alors qu'au niveau national, il atteint 330 000 €.

Sur l'ensemble de la période 2002-2018, il augmente chaque année jusqu'en 2016, puis il se stabilise.

Le taux de rentabilité représente le rapport entre l'EBE et le capital économique. Il présente des variations d'une année sur l'autre en fonction de la volatilité des prix, des conditions climatiques qui impactent la production et les intrants et se répercutent sur l'EBE.

Proportionnellement à la richesse créée, les exploitations de la région doivent mobiliser davantage de capitaux qu'au plan national. Ainsi pour générer un EBE de 10 000 € (moyenne 2014-2018), il faut 35 000 € d'actif immobilisé en région et 31 000 € en France métropolitaine.

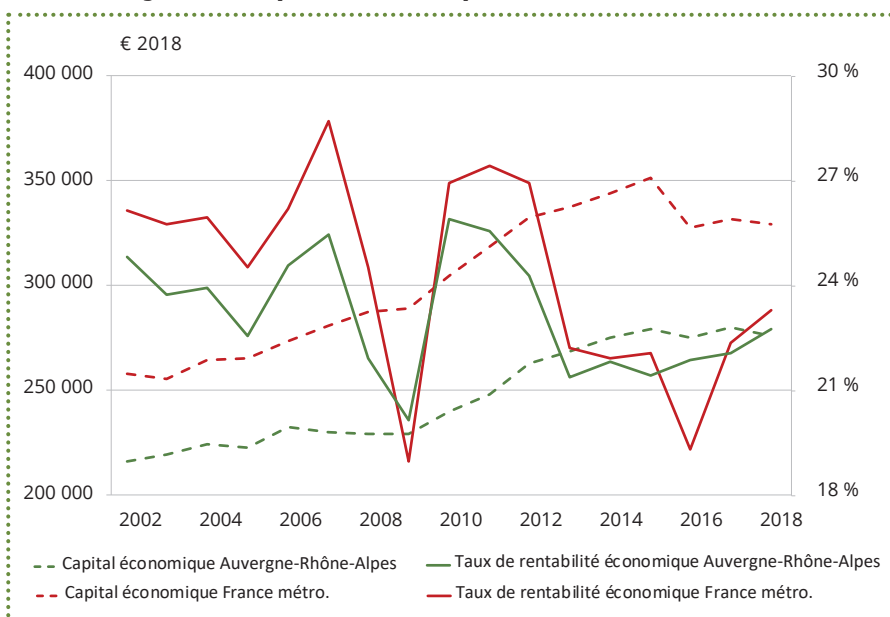
Une rentabilité variable selon l'OTEX

Les exploitations d'élevage se modernisent et se robotisent pour compenser la diminution de main d'œuvre. Globalement, elles nécessitent plus de capital immobilisé que les exploitations de productions végétales.

Majoritaires dans la région et plutôt situées en montagne, les exploitations laitières investissent dans des bâtiments adaptés qui engendrent des surcoûts notamment pour le financement du stockage des effluents et des fourrages.

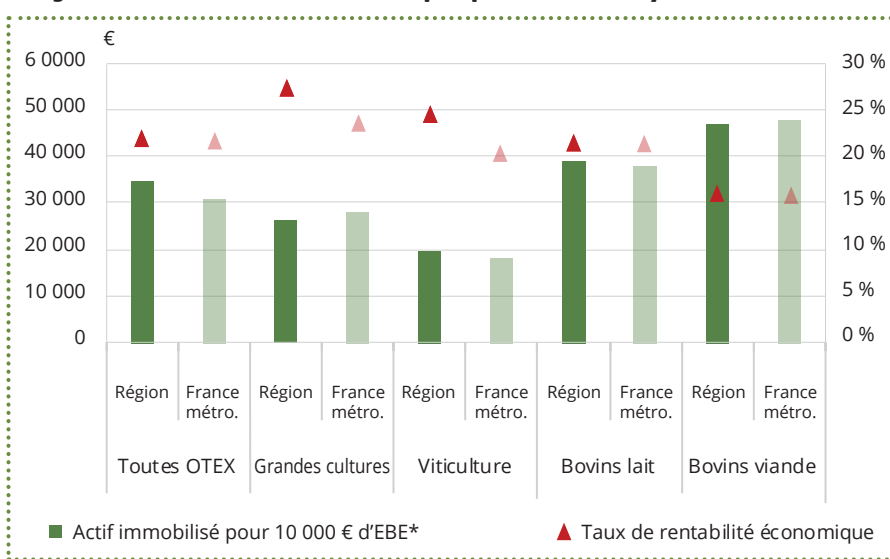
Le système bovins viande spécialisé exige un niveau de capital très élevé notamment pour le cheptel reproducteur qui représente le

Figure 2 - Capital économique et taux de rentabilité



Source : Agreste - RICA 2018

Figure 3 - Rentabilité économique par OTEX - Moyenne 2014-2018



Source : Agreste - RICA 2018

* EBE : Excédent brut d'exploitation (voir définition page 4)

premier poste d'immobilisations. Dans le même temps, le niveau de valorisation des produits (broutards et vaches de réforme) ne permet pas de dégager une valeur ajoutée suffisante, ce qui conduit à un faible taux de rentabilité pour cette production (16 %).

Depuis 2016, la conjoncture économique défavorable a fait chuter l'EBE des exploitations céréalières. Ainsi, les exploitations de la région avec un capital immobilisé plus modeste que la moyenne nationale notamment

pour le poste mécanisation, affichent une meilleure rentabilité économique malgré la crise.

Les exploitations viticoles de la région fonctionnent avec un capital économique plus modeste comparativement à celles des autres régions viticoles qui nécessitent un besoin en fonds de roulement important pour la gestion des stocks de vins. Malgré un EBE plus faible, elles affichent un taux de rentabilité plus élevé que la moyenne nationale de l'OTEX.

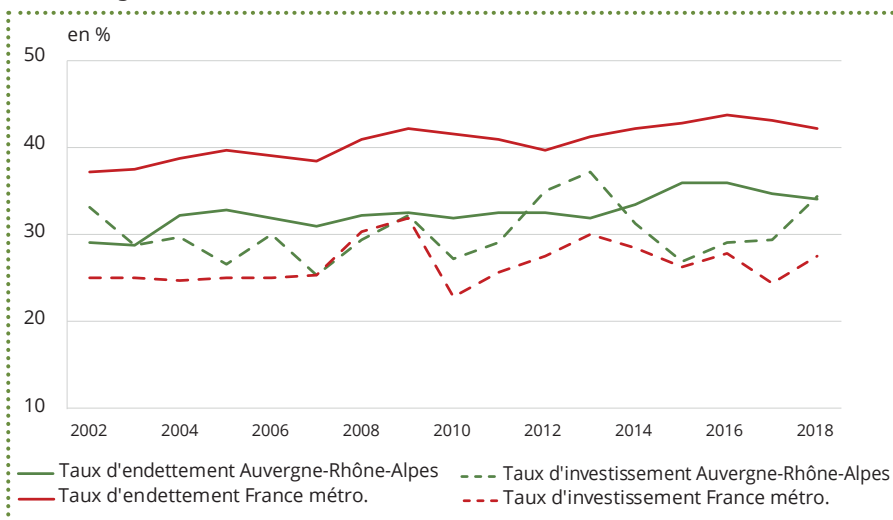
Un effort d'investissement en limitant l'endettement

Les exploitations de la région restent moins endettées qu'au plan national même si le taux d'endettement a tendance à augmenter ces dernières années. Ainsi, elles consacrent une part plus faible de leur EBE au remboursement des emprunts (34 % en moyenne 2014-2018 contre 38 % au niveau national). Cependant, elles réalisent un effort d'investissement plus conséquent. Pour cela, elles mobilisent une partie de l'EBE pour autofinancer de nouveaux investissements et amputent ainsi la part de l'EBE consacrée à la rémunération du travail des exploitants.

Un revenu disponible fluctuant selon les années

Le revenu disponible permet de rémunérer les exploitants et de constituer éventuellement une réserve pour autofinancer une partie des nouveaux investissements. Malgré un EBE plus faible que la moyenne nationale pour toutes les orientations sur la période 2014-2018, les exploitations de la région obtiennent, en dehors de la viticulture, un revenu disponible par actif salarié qui se rapproche du niveau

Figure 4 - Taux d'investissement et taux d'endettement



Source : Agreste - RICA 2018

national (respectivement 20 300 € et 21 800 € par Utans).

C'est le résultat d'un endettement plus modéré qui pèse moins sur le disponible au final. Cette moyenne masque cependant des écarts importants selon les années et les otex même si le disponible des exploitations de la région souvent plus faible que le niveau national est aussi moins fluctuant.

Ainsi en moyenne 2014-2018, les exploitations laitières de la région dégagent un revenu disponible de 21 000 € par Utans, supérieur de 18 % à celui de leurs homologues de France métropolitaine.

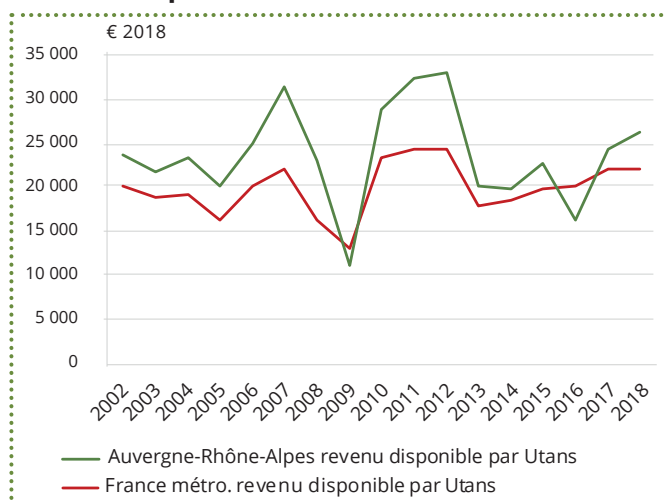
Confrontées à la difficulté de valorisation de leurs produits, les exploita-

tions bovines génèrent un EBE relativement bas qui se traduit par un revenu disponible similaire au niveau national (16 000 € par Utans). Ce disponible est par ailleurs inférieur de 20 % à la moyenne régionale.

Ces dernières années, les exploitations de grandes cultures, victimes des aléas climatiques et de la volatilité des cours, parviennent à générer un revenu disponible d'à peine 17 000 € par Utans, qui laisse peu de marge pour autofinancer de l'investissement.

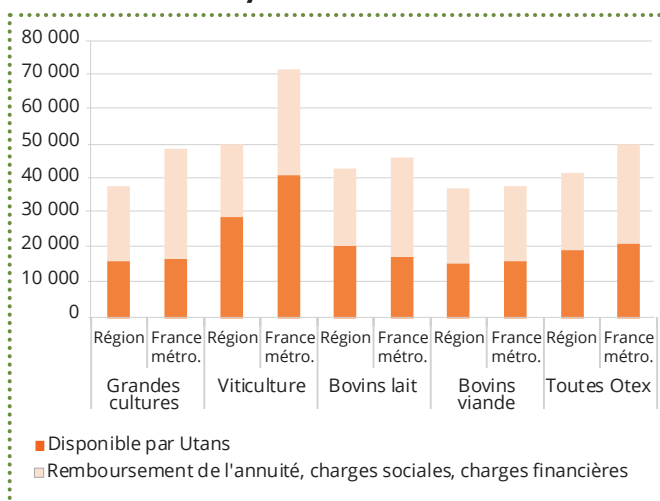
Les exploitations viticoles obtiennent quant à elles, les revenus disponibles par Utans les plus élevés de la région, mais loin de la moyenne nationale de cette OTEX (41 000 € par Utans).

Figure 5 - Évolution du revenu disponible par Utans actif non salarié



Source : Agreste - RICA 2018

Figure 6 - Revenu disponible par utans selon l'Otex Moyenne 2014-2018



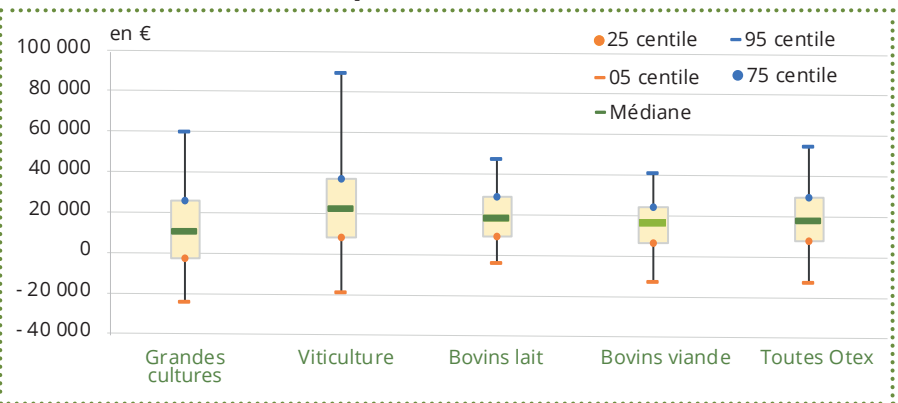
Source : Agreste - RICA

Une dispersion importante du disponible selon les orientations

La dispersion des revenus disponibles est directement liée à la dispersion des EBE. Ainsi le disponible est plus variable en productions végétales et en hors sol qu'en élevage herbivore. Les écarts au sein d'une orientation sont également liés au niveau d'endettement des exploitations.

La moitié des exploitants en grandes cultures ont un revenu disponible inférieur à 13 000 € par Utans. Un quart d'entre eux ne dégage pas de revenu. Près de la moitié des éleveurs bovins perçoivent moins que le SMIC net et n'ont aucune disponibilité pour investir. Il en est de même pour les éleveurs ovins.

Figure 7 - Dispersion du revenu disponible par Utans selon les Otex Moyenne 2014-2018



Source : Agreste - RICA Auvergne-Rhône-Alpes

Premier quartile = 25 centiles = valeur au-dessus et au-dessous de laquelle se trouvent 50 % de la population étudiée.
Médiane (ou deuxième quartile) = 50 centiles = valeur au-dessus et au-dessous de laquelle se situent 50 % de la population étudiée.
Troisième quartile = 75 centiles = valeur au-dessus et au-dessous de laquelle se situent 75 % de la population étudiée.

SOURCES ET DÉFINITIONS

Les résultats économiques présentés sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles dans le cadre du Réseau d'information comptable agricole (RICA). L'échantillon régional compte 840 exploitations en 2018 qui représentent 33 000 exploitations moyennes et grandes (production brute standard - PBS - supérieure à 25 000 euros) d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Les résultats de chaque exploitation sont pondérés selon la taille et l'Otex.

Utans = Unité de Travail Non Salarié en équivalent temps plein. Ne sont pas pris en compte les personnels des groupements d'employeurs, des CUMA, ETA et des services de remplacement.

Otex (orientation technico-économique) : une exploitation est spécialisée dans une orientation si la PBS de la ou des productions concernées dépasse deux tiers du total.

Production de l'exercice : somme des produits bruts élémentaires (animaux, produits animaux, végétaux...) et des produits issus de la production immobilisée (travaux effectués par et pour l'entreprise), des travaux à façon, des pensions d'animaux, des terres louées et des produits d'autres activités lucratives.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation et des indemnités d'assurance et diminuée des prélèvements fiscaux, des fermages et charges

en personnel. Ce solde contient implicitement un élément de rémunération pour le travail effectué par l'exploitant ou les membres non salariés de sa famille.

Capital d'exploitation = actif immobilisé (constructions, installations techniques, matériel) - capital foncier + besoin en fonds de roulement.

Besoin en fond de roulement (BFR) : besoin de financement du cycle d'exploitation qui n'est pas financé par les dettes liées au cycle d'exploitation (durée de stockage, crédits clients, crédits fournisseurs).

Rentabilité économique : capacité de l'exploitation à générer un résultat à partir d'un montant de capital engagé (immobilisations hors foncier + besoin en fonds de roulement)

Taux de rentabilité : EBE / (Capital économique = actif immobilisé + BFR)
Ce ratio mesure la performance de l'exploitation. Plus il est élevé, plus l'activité d'exploitation est efficace pour rentabiliser le capital engagé.

Taux d'investissement : Montant Investissement (formation brute du capital fixe) / Valeur ajoutée + subventions

Taux d'endettement : Dettes à long et moyen terme / Total du passif du bilan

Revenu disponible : EBE - remboursement du capital emprunté - charges sociales de l'exploitant - charges financières (intérêts + agios)

www.agreste.agriculture.gouv.fr

www.draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
Service régional de l'information statistique, économique et territoriale
16B rue Aimé Rudel - BP 45 - 63370 Lempdes
Tél : 04 73 42 16 02
Courriel : infostat.draaf-auvergne-rhone-alpes@agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Michel Sinoir
Directeur de la publication : Seán Healy
Rédactrice en chef : Marie-Laure Rongère
Rédacteur : Corinne Mauvy
Composition : Sylvie Vasson
Dépot légal : À parution
ISSN : en cours

© Agreste 2020